



25 NOVEMBRE EN LUTTE CONTRE LE SYSTÈME PATRIARCAL

En cette journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux minorités de genre, nous manifestons contre les violences patriarcales mais ça ne suffit pas. C'est tout un système qu'il faut détruire.

L'air du temps est à la montée de l'extrême droite, partout et en France aussi. Entre désespoir social "on les a pas essayé-es" et racisme affirmé, de plus en plus de personnes se permettent de voter pour le racisme, le soutien aux riches et l'autoritarisme. Femmes, exilé-es et/ou racisé-es, personnes LGBTI : beaucoup sont en danger de perdre des droits, et d'être victimes de violences physiques.

GUERRES ET AUSTÉRITÉ

Chacune des nombreuses guerres dans le monde est accompagnée de son cortège de violences sur les femmes et les enfants. Le gouvernement français tourne l'économie vers "l'effort de guerre" au détriment des politiques sociales. Et quand les guerres s'arrêtent, beaucoup d'hommes rentrent à la maison avec un trop plein de violence à exprimer. Là encore ce sont les femmes qui paient la note.

Les associations de soutien aux personnes pauvres, aux femmes victimes de violences, le planning familial voient leurs subventions baisser ou disparaître. La pauvreté croissante limite les possibilités pour les femmes victimes de violence de s'émanciper de leurs bourreaux, d'autant plus que trouver de l'aide auprès d'associations devient compliqué. Moins de subventions aux associations c'est aussi moins de prévention des violences, moins d'éducation, moins de formation.

LES LOIS NE SONT PAS SUFFISANTES

Depuis la loi intégrale espagnole, le nombre de féminicides a baissé de 10%. Mais les lois ne règlent pas tout. En France, il aura fallu attendre 24 ans pour que soit relancée l'application de la loi de 2001 instaurant 3 séances d'éducation à la sexualité par an pour chaque élève tout au long de sa scolarité. Ce n'est donc que fin janvier 2025 que le Conseil supérieur de l'éducation a émis un avis favorable au programme EVARS. Cependant, les menaces subies par les

enseignant-es et l'absence de moyens rendent bien difficile son application. A cela, s'ajoutent les VSS subies par les élèves et étudiant-es dont les témoignages ne sont jamais réellement pris au sérieux et souvent remis en cause.

La constitutionnalisation de la liberté d'avorter est aussi un exemple flagrant : célébrée en grande pompe l'année dernière mais en faisant des coupes franches dans les budgets dédiés, on voit de plus en plus de centres IVG, maternités et planning familial fermés. L'absence de mobilisation ce dernier 28 septembre est peut-être même une des conséquences de cette constitutionnalisation alors que la situation devient très critique.

La dernière loi en date sur le consentement (notion fondamentale à prendre en compte) pourrait bien néanmoins participer à individualiser plus encore les violences patriarcales, en s'intégrant parfaitement à une logique libérale. La société n'est pourtant pas une simple somme d'individu-es, les injustices subies sont loin d'être uniquement des affaires personnelles, réglables par la punition individuelle. Il y a bien des conditions structurelles qui recréent l'oppression à l'échelle collective. On ne peut pas balayer les contextes d'un revers de main.

MANIFESTONS

Manifestons pour dire que chaque victime de chaque violence patriarcale compte, et que nous faisons les additions. Manifestons pour dire que c'est inadmissible, que la tolérance sociale à la maltraitance infligée aux femmes, aux minorités de genre, aux enfants, est insupportable. Manifestons pour dire que l'affaiblissement des services publics, l'appauvrissement des associations, l'appel à la guerre ne font qu'augmenter les violences patriarcales.

ORGANISONS-NOUS ! FÉDÉRONS NOS LUTTES !

ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

☐ Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire.

☐ Je m'abonne à **Alternative libertaire**. (30€/an, 20€ pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM PRÉNOM

TÉL. EMAIL

ADRESSE



coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19